

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2002 — 1643

[C — 2001/31499]

15 NOVEMBRE 2001. — Arrêté relatif à l'application du règlement du 23 octobre 1998, de l'Assemblée de la Commission communautaire française, visant à accorder un subside aux associations intégrant les sourds dans leurs activités culturelles, sportives ou de jeunesse

Le Collège

Vu le décret du 18 juin 1990 du Conseil de la Communauté française organisant la tutelle sur la Commission communautaire française;

Vu le règlement du 15 décembre 2000 contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001;

Vu l'approbation du règlement du 23 octobre 1998, de l'Assemblée de la Commission communautaire française, visant à accorder un subside aux associations intégrant les sourds dans leurs activités culturelles, sportives ou de jeunesse.

Vu la parution dudit règlement au *Moniteur belge* en date du 23 octobre 2001;

Vu l'avis favorable de la Tutelle de la Communauté française;

Vu l'inscription à l'article 11.1.2.33.01 du budget 2001 de la Commission communautaire française d'un crédit de 49 200 000 francs destiné aux subventions en matière de Théâtre, musique, et Danse tel qu'ajusté par l'arrêté 2001/80/01 et l'arrêté 2001/590/06;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 novembre 2001;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget;

CONSIDERANT

- que la Commission communautaire française est compétente en matière de politique culturelle, sportive et de jeunesse;
- qu'il est important de permettre l'intégration des personnes sourdes aux activités culturelles, de jeunesse et sportives;
- l'approbation du règlement du 23 octobre 1998, de l'Assemblée de la Commission communautaire française, visant à accorder un subside aux associations intégrant les sourds dans leurs activités culturelles, sportives ou de jeunesse.
- que le Collège de la Commission communautaire française doit appliquer ledit règlement;

Sur proposition du membre du Collège, chargé de la Culture,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté est pris en application du règlement du 23 octobre 1998, de l'Assemblée de la Commission communautaire française, visant à accorder un subside aux associations intégrant les sourds dans leurs activités culturelles, sportives ou de jeunesse.

**Art. 2.** En application de l'article 4 du règlement de l'ACCF du 23 octobre 1998, le Collège de la Commission communautaire française, fixe le montant du subside maximal par an par association à 25 000 FB.

L'octroi d'un subside se fait uniquement sur présentation des justificatifs à due concurrence. Seules les factures acquittées sont admissibles.

Le montant du subside est calculé, d'une part, sur le nombre d'heures d'interprétariats effectués durant la période fixée entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre inclus. Le taux horaires d'interprétariat est fixé à 1 500 FB.

D'autre part, des frais de déplacement sont admis par la Commission communautaire française.

Ils sont établis forfaitairement comme suit :

- 200 FB par déplacement en Région bruxelloise;
- 500 FB par déplacement au départ du Brabant wallon;
- 1 500 FB par déplacement hors Brabant.

Chaque association désirant obtenir un subside doit signer une convention avec la Commission communautaire française. Cette convention reprend les modalités de remboursement, le taux horaire d'interprétariat, le montant du subside maximum par an.

Un projet de convention, ainsi qu'un formulaire type de remboursement sont annexés au présent arrêté et font parties intégrantes de celui-ci.

**Art. 3.** En application de l'article 6 du règlement de l'ACCF du 23 octobre 1998, seules les prestations d'interprètes francophones agréés par le Service d'Interprétation des Sourds de Bruxelles, agréé par le Collège de la Commission communautaire française, sont remboursables par le Collège de la Commission communautaire française.

**Art. 4.** Le Membre du Collège compétent pour la matière visée par le présent arrêté est chargé de l'exécution de celui-ci.

Fait à Bruxelles, le 15 novembre 2001.

Par le Collège :

D. GOSUIN,  
Membre du Collège, chargé de la Culture

A. HUTCHINSON,  
Membre du Collège, chargé du Budget

E. TOMAS  
Président du Collège

## CONVENTION

Entre :

La Commission communautaire française, sise rue des Palais 42, à 1030 Bruxelles, représentée par M. Didier GOSUIN, membre du Collège de la Commission communautaire française, en charge de la Culture,

Dénommée le Maître d'ouvrage

Et :

L'association dénommée :

.....  
 ayant son siège :  
 .....

représentée par :  
 .....

Dénommée le Contractant

Il est convenu ce qui suit :

1. La Commission communautaire française s'engage à allouer un subside de 25 000 BEF maximum par an.
2. Le subside de la Commission communautaire française sera alloué en remboursement des frais encourus par le contractant dans le cadre de l'accessibilité de ses activités aux personnes sourdes, et, plus précisément, dans le cadre de la présence d'un interprète agréé lors desdites activités.
3. Les frais admissibles par la Commission communautaire française portent sur des factures acquittées par le contractant liées à la prestation d'interprètes, ainsi que des frais de déplacement.
4. La Commission communautaire française s'engage à effectuer le paiement du subside endéans les quinze jours de la saisine des pièces justificatives ainsi que du formulaire ad hoc, dûment complété et signé, annexé à la présente et qui fait partie intégrante du présent document.
5. Les pièces justificatives doivent impérativement porter sur des activités prestées entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre inclus. La remise des justificatifs doit se faire pour le 31 janvier de l'année suivante au plus tard.
6. La Commission communautaire française fixe le taux horaire d'interprétariat à 1.500 BEF.
7. La Commission communautaire française fixe les frais de déplacement, et ce de manière forfaitaire, à :
  - 200 FB par déplacement en Région bruxelloise;
  - 500 FB par déplacement au départ du Brabant wallon;
  - 1 500 FB par déplacement hors Brabant.
8. Le Contractant s'engage à rendre accessible ses activités par la présence d'un interprète agréé par le Service d'interprétation des Sourds de Bruxelles, le SISB.
9. Le contractant s'engage à ouvrir un dossier pour toute demande d'interprète auprès du SISB.
10. Le contractant s'engage à mentionner sur tous les supports de promotion et d'information liés à l'activité accessible aux personnes sourdes le soutien de la Commission communautaire française.
11. La présente convention est d'une durée d'une année civile et prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2001 et n'est pas renouvelable tacitement sauf sur demande écrite du contractant.
12. En matière d'annulation des prestations, le contractant s'engage à respecter les conditions suivantes :
  - 1° en cas d'annulation, par le contractant, d'une interprétation prévue de "courte durée" (soit inférieure ou égale à 2 heures), alors que l'interprète arrive sur les lieux de la prestation, le contractant doit s'acquitter de dommages équivalents à une heure d'interprétation, soit 1.500 BEF, ainsi que des frais de déplacements forfaitaires tels que fixés à l'article 7 de la présente. Ces frais ne seront pas remboursés par la Commission communautaire française.
  - 2° en cas d'annulation, par le contractant, d'une interprétation prévue de "longue durée" (soit supérieure à 2 heures), et ce, deux jours ouvrables avant la prestation, le contractant doit s'acquitter de dommages équivalents à deux heures d'interprétation par journée d'interprétation, soit 3 000 BEF, ainsi que des frais de déplacements forfaitaires tels que fixés à l'article 7 de la présente. Ces frais ne seront pas remboursés par la Commission communautaire française.
13. En matière d'annulation d'une prestation par un interprète, le contractant ne peut prétendre à aucun dédommagement financier, et ce, quels que soient les raisons de l'annulation. L'interprète est tenu toutefois de respecter le code déontologique de la profession.
14. La présente convention représente l'intégralité de l'accord conclu entre les parties. Le non-respect de celle-ci entraînera la résiliation de ladite convention.

Fait à Bruxelles, le .....

Pour le Maître d'ouvrage,

Pour le contractant

D. GOSUIN,

Membre du Collège,

de la Commission communautaire française,

chargé de la Culture

.....  
 .....  
 .....

## FORMULAIRE DE LIQUIDATION DE SUBSIDE

Je, soussigné, M(me) ....., représentant valablement l'association dénommée ....., ayant son siège social .....

déclare par la présente :

1. m'être acquitté du paiement de ..... heures d'interprétariat, pour un montant total de ..... BEF;
2. m'être acquitté du paiement des frais de déplacement forfaitaire pour un montant total de ..... BEF.

Le versement du montant de ..... BEF doit être effectué au n° de compte de l'association : .....

Pour l'association .....

Bruxelles, le .....

(Nom) .....

(fonction) .....

(signature) .....

Annexes : ..... factures acquittées de prestations d'interprètes

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2002 — 1643

[C — 2001/31499]

**15 NOVEMBER 2001. — Besluit betreffende de toepassing van het reglement van 23 oktober 1998 van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie tot toekenning van een toelage aan verenigingen die doven in hun culturele, sport- of jeugdactiviteiten toelaten**

Het College,

Gelet op het decreet van 18 juni 1990 van de Raad van de Franse Gemeenschap houdende organisatie van de Voogdij op de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het Reglement van 15 december 2000 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2001;

Gelet op de goedkeuring van het reglement van 23 oktober 1998 van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie tot toekenning van een toelage aan verenigingen die doven in hun culturele, sport- of jeugdactiviteiten toelaten;

Gelet op de bekendmaking van het genoemde reglement in het *Belgisch Staatsblad* van 23 oktober 2001;

Gelet op het gunstig advies van de Voogdij van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de boeking op artikel 11.1.2.33.01 van de begroting 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie van een krediet van 49 200 000 BEF voor toelagen inzake Toneel, Muziek en Dans als aangepast door besluit 2001/80/01 en besluit 2001/590/06;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 12 november 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van het Collegelid bevoegd voor Begroting;

## OVERWEGENDE

- dat de Franse Gemeenschapscommissie bevoegd is voor culturele, sport- en jeugdangelegenheden;
- dat het aangewezen is doven op culturele, sport- en jeugdactiviteiten toe te laten;
- de goedkeuring van het reglement van 23 oktober 1998 van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie tot toekenning van een toelage aan verenigingen die doven in hun culturele, sport- en jeugdactiviteiten toelaten;
- dat het College van de Franse Gemeenschapscommissie het genoemde reglement dient toe te passen;

Op voorstel van het Collegelid bevoegd voor Cultuur,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit wordt uitgevaardigd met toepassing van het reglement van 23 oktober 1998 van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie tot toekenning van een toelage aan verenigingen die doven in hun culturele, sport- of jeugdactiviteiten toelaten.

**Art. 2.** Met toepassing van artikel 4 van het reglement van de ACCF van 23 oktober 1998 wordt het toelagebedrag door het College van de Franse Gemeenschapscommissie op maximum 25 000 BEF per jaar en per vereniging vastgelegd.

De toekenning van een toelage wordt ondergeschikt aan het voorleggen van de overeenstemmende bewijsstukken. Enkel betaalde facturen worden aanvaard.

Het toelagebedrag wordt enerzijds berekend op grond van het aantal tolkprestaties tussen 1 januari en 31 december. De tolkkosten worden vergoed tegen 1.500 BEF per uur.

De Franse Gemeenschapscommissie vergoedt eveneens de verplaatsingskosten.

Het gaat om vaste bedragen, met name :

- 200 BEF per verplaatsing in het Brussels Gewest
- 500 BEF per verplaatsing vanuit Waals Brabant;
- 1 500 BEF per verplaatsing buiten Brabant.

De verenigingen die een toelage willen genieten, zijn verplicht een overeenkomst met de Franse Gemeenschapscommissie te sluiten. In de overeenkomst worden de terugbetalingswijze, de tolkkosten per uur en het maximaal jaarlijks toelagebedrag vermeld.

Een ontwerp van overeenkomst en het model van terugbetalingsformulier zijn bij dit besluit gevoegd en maken daar volledig deel van uit.

**Art. 3.** Met toepassing van artikel 6 van het reglement van de ACCF van 23 oktober 1998 betaalt het College van de Franse Gemeenschapscommissie enkel de prestaties terug van Franstalige tolken die erkend zijn door de Franstalige Dovertolkendienst te Brussel die erkend is door het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 4.** Het Collegelid bevoegd voor de aangelegenheid als bedoeld bij dit besluit is belast met de uitvoering ervan.  
Brussel, 15 november 2001.

Namens het College,

D. GOSUIN,  
Collegelid bevoegd voor Cultuur

A. HUTCHINSON,  
Collegelid bevoegd voor Begroting

E. TOMAS  
Voorzitter van het College

#### OVEREENKOMST

Tussen :

De Franse Gemeenschapscommissie, gelegen Paleizenstraat 42, te 1030 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Didier GOSUIN, Collegelid van de Franse Gemeenschapscommissie, bevoegd voor Cultuur,

Hierna genoemd de bouwheer

En

De vereniging met naam :

met zetel :

vertegenwoordigd door :

Hierna genoemd de overeenkomstsluitende partij

Wordt overeengekomen wat volgt :

1. De Franse Gemeenschapscommissie verbindt er zich toe een toelage van maximum 25 000 BEF per jaar toe te kennen.
2. De toelage van de Franse Gemeenschapscommissie wordt toegekend als terugbetaling van de kosten die de overeenkomstsluitende partij heeft opgelopen bij het toelaten van doven op haar activiteiten, inzonderheid voor de aanwezigheid van een erkende tolk bij de genoemde activiteiten.
3. De door de Franse Gemeenschapscommissie aanvaarde kosten dekken de door de overeenkomstsluitende partij betaalde facturen voor prestaties van tolken en hun verplaatsingskosten.
4. De Franse Gemeenschapscommissie verbindt er zich toe de toelage te storten binnen vijftien dagen na ontvangst van de bewijsstukken en van het bijgaande, naar behoren ingevulde en ondetekende formulier dat volledig deel uitmaakt van dit document.
5. De bewijsstukken hebben uitsluitend betrekking op activiteiten die tussen 1 januari en 31 december zijn gepresteerd. De bewijsstukken worden uiterlijk op 31 januari van het daaropvolgende jaar overgelegd.
6. De Franse Gemeenschapscommissie legt de tolkprestatie vast op 1 500 BEF per uur.
7. De Franse Gemeenschapscommissie legt voor de verplaatsingskosten een forfaitair bedrag vast ten belope van :
  - 200 BEF per verplaatsing in het Brussels Gewest;
  - 500 BEF per verplaatsing vanuit Waals Brabant;
  - 1 500 BEF per verplaatsing buiten Brabant.
8. De overeenkomstsluitende partij verbindt er zich toe haar activiteiten toegankelijk te maken dankzij de aanwezigheid van een tolk die erkend is door de Franstalige Dovertolkendienst te Brussel, de SISB.
9. De overeenkomstsluitende partij verbindt er zich toe om een dossier te openen bij elke aanvraag bij de SISB om de diensten van een tolk te genieten.
10. De overeenkomstsluitende partij verbindt er zich toe om de steun van de Franse Gemeenschapscommissie te vermelden op alle promotie- en informatiedragers betreffende de activiteit waarop doven worden toegelaten.
11. Deze overeenkomst is geldig voor één kalenderjaar met ingang van 1 januari 2001. Behalve indien de overeenkomstsluitende partij hierom per schrijven gevraagd heeft, wordt de overeenkomst niet stilzwijgend verlengd.
12. Wat de afbestelling van de prestaties betreft, verbindt de overeenkomstsluitende partij er zich toe de volgende voorwaarden na te komen :
  - 1° Bij afbestelling door de overeenkomstsluitende partij van een tolkprestatie van korte duur (minder dan of gelijk aan twee uur), terwijl de tolk ter plaatse aankomt, is de overeenkomstsluitende partij een vergoeding verschuldigd die overeenstemt met een tolkprestatie van één uur, of 1 500 BEF, alsook de vaste verplaatsingskosten zoals gesteld in artikel 7 van dit besluit. Dergelijke kosten worden niet door de Franse Gemeenschapscommissie terugbetaald.
  - 2° Bij afbestelling door de overeenkomstsluitende partij van een tolkprestatie van lange duur (meer dan twee uur) en dit twee werkdagen vóór de prestatie, dient de partij een vergoeding te betalen die gelijk is aan twee uur tolkprestatie per dag tolk, of 3 000 BEF, alsook de vaste verplaatsingskosten zoals gesteld in artikel 7 van dit besluit. Dergelijke kosten worden niet door de Franse Gemeenschapscommissie terugbetaald.
13. Bij afbestelling door een tolk kan de overeenkomstsluitende partij niet gaan aanspraak maken op een geldelijke vergoeding, welke reden er ook voor de afbestelling wordt gegeven. De tolk is er evenwel toe gehouden de beroepscode na te leven.
14. Deze overeenkomst vertegenwoordigt het volledig akkoord als gesloten door beide partijen. De niet-naleving ervan geldt als opzegging van deze overeenkomst.

Brussel, .....

Namens de bouwheer,

Namens de overeenkomstsluitende partij,

D. GOSUIN,

Collegelid van de Franse Gemeenschapscommissie

bevoegd voor Cultuur

## IN TE VULLEN TERUGBETALINGSFORMULIER

Ik ondergetekende, dhr., Mevr. .... geldige  
vertegenwoordiger van de vereniging genaamd ..... met maatschappelijke  
zetel te ..... verklaar bij deze

1. .... uren tolkprestaties te hebben betaald, voor een totaalbedrag van ..... BEF;
2. vaste verplaatsingskosten te hebben betaald voor een totaalbedrag van ..... BEF.

Het bedrag van ..... BEF dient te worden gestort op de bankrekening van de vereniging, nummer : .....

Namens de vereniging .....

Brussel .....

(Naam) .....

(Functie) .....

(Handtekening) .....

Bij deze gevoegd : ..... betaalde facturen voor tolkprestaties.



F. 2002 — 1644

[C — 2001/31498]

**15 NOVEMBRE 2001. — Arrêté 2001/991 relatif à l'engagement pour l'exercice 2001, d'un montant de 200 000 F destiné aux remboursements, par la Commission communautaire française, aux associations intégrant des personnes sourdes dans leurs activités culturelles, sportives ou de jeunesse des frais d'interprétariat et des frais de déplacements dans le cadre de l'application du règlement du 23 octobre 1998, de l'Assemblée de la Commission communautaire française, visant à accorder un subside aux associations intégrant les sourds dans leurs activités culturelles, sportives ou de jeunesse**

Le Collège

Vu le décret du 18 juin 1990 du Conseil de la Communauté française organisant la tutelle sur la Commission communautaire française;

Vu le règlement du 15 décembre 2000 contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001;

Vu l'approbation du règlement du 23 octobre 1998, de l'Assemblée de la Commission communautaire française, visant à accorder un subside aux associations intégrant les sourds dans leurs activités culturelles, sportives ou de jeunesse.

Vu la parution dudit règlement au *Moniteur belge* en date du 23 octobre 2001;

Vu l'avis favorable de la Tutelle de la Communauté française;

Vu l'adoption, en date du 15 novembre 2001, par le Collège de la Commission communautaire française, de l'arrêté d'application du règlement du 23 octobre 1998, de l'Assemblée de la Commission communautaire française, visant à accorder un subside aux associations intégrant les sourds dans leurs activités culturelles, sportives ou de jeunesse.

Vu l'inscription à l'article 11.1.2.33.01 du budget 2001 de la Commission communautaire française d'un crédit de 49 200 000 francs destiné aux subventions en matière de Théâtre, Musique, et Danse tel qu'ajusté par l'arrêté 2001/80/01 et l'arrêté 2001/590/06;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 novembre 2001;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget;

CONSIDERANT

- que la Commission communautaire française est compétente en matière de politique culturelle, sportive et de jeunesse;
- qu'il est important de permettre l'intégration des personnes sourdes aux activités culturelles, de jeunesse et sportives;
- l'approbation du règlement du 23 octobre 1998, de l'Assemblée de la Commission communautaire française, visant à accorder un subside aux associations intégrant les sourds dans leurs activités culturelles, sportives ou de jeunesse;
- que le Collège de la Commission communautaire française a adopté, en date du 15 novembre 2001, l'arrêté d'application du règlement du 23 octobre 1998, de l'Assemblée de la Commission communautaire française, visant à accorder un subside aux associations intégrant les sourds dans leurs activités culturelles, sportives ou de jeunesse;

Sur proposition du membre du Collège, chargé de la Culture,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un montant de 200 000 F est destiné aux remboursements, par la Commission communautaire française, aux associations intégrant des personnes sourdes dans leurs activités culturelles, sportives ou de jeunesse des frais d'interprétariat et des frais de déplacements dans le cadre de l'application du règlement du 23 octobre 1998, de l'Assemblée de la Commission communautaire française, visant à accorder un subside aux associations intégrant les sourds dans leurs activités culturelles, sportives ou de jeunesse.

Ce montant est imputer à l'A.B. 11.1.2.33.01 du budget 2001 ajusté.